

Opinion



Monique Munting

Ancienne fonctionnaire de la Commission européenne, consultante et chercheuse indépendante, conceptrice de l'exposition "Palestine – Israël: Le dessus des cartes. Déconstruire les mythes et les récits"^(*)

■ Réaction à l'opinion de Fouad Benyekhlef. Réduire les critiques du sionisme à des "matrices idéologiques" évite d'affronter les faits historiques. La Nakba et l'occupation restent centrales pour comprendre.

mentaires d'humanité n'est pas de l'antisémitisme. C'est un droit. Dans certaines circonstances, c'est même un devoir.

Gaza: le droit, pas les slogans

La partie la plus dérangeante de l'article concerne enfin Gaza et la question du génocide. Présenter cette question comme une simple opinion relève d'un glissement problématique. Lorsque l'on parle de génocide à Gaza, on se réfère au crime de génocide tel que défini par la Convention de 1948, c'est-à-dire à une qualification juridique précise.

De nombreux experts et organisations internationales estiment aujourd'hui que les actes commis à Gaza relèvent du crime de génocide. Parmi eux figurent notamment l'International Association of Genocide Scholars, Amnesty International, Human Rights Watch et plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations unies. Des organisations israéliennes de défense des droits humains comme B'Tselem ou Physicians for Human Rights Israel, ainsi que plusieurs historiens israéliens spécialisés dans l'étude des génocides, sont arrivés à la même conclusion.

L'organisation israélienne B'Tselem met en outre en garde contre "le danger clair et réel que le génocide ne se limite pas à la bande de Gaza et puisse s'étendre à d'autres zones palestiniennes". Les

inquiétudes ne concernent en effet pas seulement Gaza. En Cisjordanie également, l'expansion accélérée des colonies, la violence contre les Palestiniens dans des conditions d'impunité et les conditions de détention dans les prisons israéliennes suscitent de graves préoccupations. S'y ajoute aujourd'hui l'adoption de la peine de mort pour des prisonniers palestiniens.

L'histoire plutôt que l'idéologie

Combattre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme est une exigence fondamentale. Mais comprendre la situation actuelle suppose de prendre en compte les faits historiques – dont la création de l'État d'Israël et la guerre d'une violence inouïe menée à Gaza à la suite de l'attaque atroce du Hamas du 7 octobre 2023 – et de se référer au cadre du droit international. C'est ce cadre qui peut fonder un possible vivre-ensemble entre les peuples, bien au-delà des "matrices idéologiques" que l'on prête parfois trop facilement aux uns et aux autres.

→ (*) Actuellement visible à Ixelles. Information sur l'exposition: <https://sites.google.com/view/ledessusdes-cartes>

→ Titre et chapô sont de la rédaction. Titre original: "Les 'matrices antisionistes' sont-elles le vrai problème?"

CHRONIQUE

Trump donne raison aux environnementalistes

■ Quel paradoxe! Avec l'Iran, Trump donne une raison de plus de sortir des énergies fossiles!



Étienne de Callatay

Économiste
etienne.decaltatay@orcadia.eu

S'il est des exceptions, comme en Angleterre ou en Allemagne, les partis écologistes ont à affronter de forts vents de face et il en va de même des ambitions environnementales, au niveau de l'Union européenne comme des pays membres. Ni l'emploi, ni le pouvoir d'achat des citoyens européens ne s'accommoderaient de règles plus strictes ou de taxes plus élevées telles que le demande la nécessaire transition. Pire, en s'imposant un agenda vert plus ambitieux que le reste du monde, nous, Européens, concourrions à affaiblir nos entreprises au profit d'autres, qui, elles, n'auraient aucune considération de soutenabilité, de telle sorte que, au final, la dégradation de la nature serait encore plus marquée.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, c'est à la recommandation contraire qu'arrive l'économiste. Certes, avec un "drill, baby, drill" et un assouplissement des règles environnementales, tant pour les entreprises que pour le secteur financier, on pourrait penser que l'Europe sera obligée de s'aligner et de participer à cette "course au moins disant" ("race to the bottom"). En rester là serait une erreur, car la politique de Trump invite, au contraire, à accélérer la transition, et cela en particulier à deux égards, celui du commerce international et celui des énergies fossiles. En fait, Trump donne raison aux critiques de la globalisation et de la dépendance au gaz et au pétrole.

S'il est un enseignement majeur de la politique de Trump, c'est que nous nous devons de nous rendre moins dépendants du reste du monde. Montesquieu a vanté les vertus du "doux commerce", du genre "faites des affaires, pas la guerre", certains ont parlé de "mondialisation heureuse", mais, outre le coût écologique du commerce sur longue distance et de productions à faibles standards sociaux et environnementaux et outre l'inégalité des gains liés à l'ouverture des frontières, il y a aujourd'hui une prise de conscience d'un autre grave défaut de la mondialisation comme nous l'avons faite, à savoir qu'elle nous a fragilisés.

Qu'il s'agisse de défense, de sécurité, d'énergie, de technologie, de finance ou

de santé publique, nous nous devons d'enfin intégrer dans le calcul économique le coût de notre dépendance à des pays ou à des routes commerciales. S'hyper-spécialiser dans un secteur ou se fournir exclusivement auprès de telle entreprise ou de telle contrée se comprend en termes d'efficacité mais est contraire à notre robustesse. Si la résilience a au début été portée par des voix "hétérodoxes", ce sont Olivier Blanchard, ex-économiste en chef du FMI, Pascal Lamy, ex-patron de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et d'autres qui en font désormais, à bon droit, un thème central⁽¹⁾.

Énergie fossile

Avec la guerre menée à l'Iran, Donald Trump offre une autre raison pour accélérer notre autonomisation par rapport aux énergies fossiles et, incidemment, montre une seconde fois que les environnementalistes ont été des précurseurs. Pourquoi la Chine moins riche que nous est-elle en avance dans différentes technologies, dont les voitures automobiles, permettant de sortir de l'énergie fossile? Il y a lieu de penser que la considération environnementale se double chez eux – qui, comme nous, sont importateurs de cette énergie – d'une volonté d'autonomie et, peut-être, de leadership dans des activités d'avenir.

Avec notre dépendance au fossile, nous nous exposons à un emballement des prix, avec les dégâts sociaux, économiques et budgétaires qui en résultent, et c'est encore plus d'argent qui quitte l'Europe pour financer le reste du monde, dont des pays qui ne nous veulent pas du bien.

Hier, la préoccupation environnementale relevait déjà non seulement de l'éthique mais aussi de l'intérêt économique. Aujourd'hui, robustesse et sécurité rendent cet intérêt encore plus patent. En jetant de l'huile (!) sur le feu, "le pétroleur" de la Maison-Blanche apporte de l'eau au moulin de la sortie de l'énergie fossile!

→ (1) O. Blanchard, P. Lamy, E. Letta et B. Weder di Mauro, "Projet 2050 : manifeste pour une Europe qui se réveille", "Le Grand Continent", 16 mars 2026.